



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 12/2018 – 5

OBJET : OUVERTURES DOMINICALES

Avis du conseil communautaire sur les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche au titre de l'année 2019 pour les communes de Castelsarrasin et de Moissac

L'An deux mille dix-huit et le dix-neuf du mois de décembre (19.12.2018) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 13 décembre 2018, s'est rassemblé à la salle Jules Fromage de Saint-Nicolas-de-la-Grave, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président (à partir de la délibération n°2)
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

M. REMIA Alex - M. KOZLOWSKI Éric - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°10) - Mme CAMPOURCY Véronique - Mme TRESSSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - M. CASSIGNOL Michel (à partir de la délibération n°7) - Mme BAULU Maryse - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - Mme CASTRO Marie - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. DELLAC Patrick - M. GARRIGUES Jean-Claude - M. LAFONT Hubert - M. DESQUINES Philippe - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme CARRE Nathalie
Mme BAJON-ARNAL Jeanine
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°9)
M. BENECH Robert
M. ANDRAL Maurice
Mme MAERTEN Fabienne
M. FONTANIE Pierre
M. GUILLAMAT Pierre
M. DESCAZEUX Robert
M. GERARDIN Frédéric
Mme BERGE Marie-Luce
M. PREVEDELLO Xavier

a donné procuration à M. CAPAYROU J.
a donné procuration à M. BESIERS J-P.
a donné procuration à M. IMBERT J-P.
a donné procuration à M. PONS M.
a donné procuration à M. LANNES S.
a donné procuration à M. HENRYOT JL.
a donné procuration à Mme ROLLET C.
a donné procuration à M. HENRYOT JM.
a donné procuration à Mme CASTRO M.
est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant
a donné procuration à M. DESQUINES P.
a donné procuration à M. FEGNE J.
a donné procuration à M. BRIOS D.

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme GARRIGUES Maïté
M. CALVI Daniel
M. VALLES Gérard

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Madame Véronique CAMPOURCY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le titre III de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite Loi Macron, relatif notamment au développement de l'emploi, introduit de nouvelles mesures visant à améliorer les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche. La Loi Macron a pour objectif de faciliter l'ouverture dominicale des commerces en simplifiant l'ensemble des dispositifs et en prévoyant, notamment, que tout travail le dimanche doit donner droit à une compensation salariale.

Concernant les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche accordées par le Maire des communes concernées, la Loi Macron a apporté à la législation existante les modifications suivantes :

- Pour les commerces de détail non alimentaire, des dérogations au repos dominical peuvent donc dorénavant être accordées, par le Maire, à hauteur de douze dimanches par an au lieu de cinq auparavant (nouvel article L.3132-26 du Code du Travail). La liste des dimanches doit être arrêtée par Monsieur le Maire avant le 31 décembre pour l'année suivante.
- Outre la consultation obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressées qui existait avant la Loi Macron, l'arrêté municipal qui fixe le nombre de dimanches doit, désormais, faire l'objet d'une consultation préalable du Conseil Municipal qui doit rendre un avis simple.

Lorsque le nombre de dimanches excède le nombre de cinq, l'avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre doit être sollicité. A défaut de délibération dans un délai de 2 mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Certaines dérogations ne relèvent pas du Maire, mais de la loi, d'accords spécifiques de branches professionnelles ou d'arrêtés préfectoraux.

La commune de Moissac bénéficie d'une dérogation légale en tant que « zone touristique ». Un périmètre a été délimité par arrêté préfectoral au sein duquel les commerces de détail peuvent déroger au repos dominical. Ce périmètre inclut le centre-ville en excluant les zones commerciales.

Par courrier reçus respectivement les 21 novembre 2018 et 6 décembre 2018 des communes de Castelsarrasin et Moissac, le conseil communautaire est amené à émettre un avis conforme sur les ouvertures dominicales des commerces en 2019 sur ces deux communes (dans la limite de douze dimanches maximum).

La commune de Castelsarrasin sollicite un avis pour autoriser une ouverture des commerces aux dates suivantes :

- Le dimanche 13 janvier 2019, le dimanche 30 juin 2019 (premiers dimanches des soldes d'hiver et d'été) ;
- Les dimanches 25 août et 1er septembre 2019 (rentrée scolaire) ;
- Le dimanche 24 novembre 2019, les dimanches 1^{er}, 08, 15, 22 et 29 décembre 2019 (fêtes de fin d'année).

Cette demande concerne tous les commerces de détail autres que l'automobile, y compris les commerces non alimentaires de vente de détail des équipements du foyer, des biens culturels, de loisirs, jeux et jouets, de la chaussure, de l'habillement et parfumerie en magasins spécialisés et non spécialisés (Classes et Codes NAF 4719B, 47.4, 47.5, 47.6, 47.7).

Pour les commerces de détail automobile, il est proposé d'autoriser l'ouverture selon le calendrier 2019 relatif aux ouvertures dominicales autorisées de la branche professionnelle, dans la limite de 12 dimanches.

Prenant en compte la dérogation déjà admise pour les zones touristiques, la commune de Moissac sollicite un avis pour autoriser une ouverture des commerces pour huit dimanches selon la répartition suivante :

- Dimanche 13 janvier 2019 : 1^{er} dimanche des soldes d'hiver ;
- Dimanche 30 juin 2019 : 1^{er} dimanche des soldes d'été ;
- Dimanches 15, 22, 29 décembre 2019 : fêtes de fin d'année.

Conformément aux dispositions de l'article L.3132-26 du Code du travail, l'avis du Conseil communautaire est sollicité sur la liste des dimanches concernés pour 2019.

Vu les articles L.3132-26 et R.3132-21 du Code du Travail ;

Vu le courrier de demande d'avis sur les ouvertures des commerces le dimanche envoyé par la Mairie de Moissac le 6 décembre 2018;

Vu le courrier de demande d'avis sur les ouvertures des commerces le dimanche envoyé par la Mairie de Castelsarrasin le 21 novembre 2018 ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **donne** un avis conforme sur le calendrier 2019 relatif aux ouvertures dominicales proposées par Messieurs les Maires de Castelsarrasin et de Moissac selon les répartitions listées précédemment.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 24/12/18

Publication le : 24/12/18

Notification le : B6

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice :53
Présents :37
Votants :49
Adoptée à l'unanimité des votants

AR PREFECTURE

082-200066322-20181224-DEL1220185-DE

Regu le 24/12/2018

